



## Communiqué de presse

Luxembourg, le 21 septembre 2022

# Sondage grand public sur la finance durable : intérêt pour le sujet, mais besoin d'être mieux informé

**Face aux défis entourant le développement de la finance durable, la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), la Fondation ABBL pour l'Éducation Financière et Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI) ont mandaté ILRES pour la réalisation d'un sondage afin de mieux cerner la perception et la connaissance des ménages luxembourgeois par rapport à ce domaine. Les principales conclusions en sont : un avis favorable quant à l'impact potentiel du monde de la finance, mais une méconnaissance du sujet, d'où l'importance de démarches pédagogiques et le rôle pivot du banquier.**

### La finance durable à un moment charnière

La finance durable fait référence à des décisions financières qui ne visent pas seulement le rendement financier, mais qui tiennent également compte de l'impact des investissements sur l'environnement, les aspects sociaux et la saine gestion d'une entreprise (dits aspects de gouvernance).

Dans le cadre du « Pacte vert pour l'Europe », l'UE a élaboré un cadre réglementaire visant à développer et renforcer l'intégration des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (dits ESG) dans le fonctionnement des marchés financiers et dans le financement de l'économie. Il s'agit d'adopter des mesures pour parvenir à un système financier capable de promouvoir et de pousser un développement durable sur le plan économique, social et environnemental, en contribuant à la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat et du Programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Cette transition vers une économie durable nécessitera des investissements massifs qui ne pourront pas être supportés uniquement par de l'argent public : son financement par des investisseurs professionnels et privés sera indispensable. Le grand public y aura donc également son rôle à jouer.

Dans ce contexte, la CSSF, la Fondation ABBL et LSFI ont voulu connaître le niveau de connaissance et de compréhension du grand public, ainsi que son intérêt pour la finance durable, afin de l'accompagner au mieux dans cette évolution. « *Pour investir dans un produit de finance durable, les personnes intéressées doivent avoir confiance dans ce secteur. Et cette confiance ne se décrète pas, mais elle se construit par l'acquisition d'une bonne compréhension et connaissance du produit dans lequel on veut investir* », explique Danièle Berna-Ost, secrétaire générale de la CSSF.

Le sondage a été mené par ILRES auprès d'un échantillon représentatif de 1011 personnes résidentes au Luxembourg de mi-avril à mi-mai 2022. Les entretiens ont été menés pour moitié par téléphone et pour moitié en ligne.

## **Avis favorable sur l'impact potentiel du secteur financier**

Le sondage a tout d'abord permis de mettre en lumière que la majorité des personnes interrogées estiment que le secteur financier peut avoir un impact positif sur le développement des énergies renouvelables, les communautés locales ou encore l'environnement et le climat. De même, 74% des répondants affirment que le secteur financier peut jouer un rôle important dans la transition de nos économies vers plus de durabilité et 71% que chaque individu peut contribuer à un monde plus durable par ses propres décisions financières.

## **Finance durable ? Un sujet méconnu...**

De manière générale, la finance durable est un sujet que le grand public a du mal à cerner : 47% des répondants avouent ne pas savoir ou savoir mal de quoi il s'agit.

Quelque 43% des interrogés associent la finance durable à la finance verte, ce qui révèle une vue partielle des choses. Les autres dimensions des investissements ESG, à savoir l'impact social et l'impact en matière de gouvernance des entreprises, sont peu connues. De même, si l'on rentre dans le détail des produits financiers durables ou encore de la terminologie, la majeure partie des répondants avouent leur méconnaissance des sujets évoqués ou en donnent une définition inappropriée.

## **Des facteurs déclencheurs plutôt classiques**

On peut constater que les facteurs déclencheurs d'un investissement sont classiques et sont relatifs au couple rendement - risque. Les participants affirment ainsi que la rentabilité (en premier lieu) et le niveau de risque (en second lieu) sont des facteurs déterminants dans leur décision d'investissement. Les opinions divergent concernant la rentabilité des investissements durables comparativement aux investissements classiques, sachant qu'une légère majorité estime que ces derniers sont plus rentables, ce qui indique la nécessité d'une meilleure information et sensibilisation sur le sujet.

## **Un potentiel de développement important**

27% des répondants se sont déjà proactivement renseignés sur un investissement dans un produit durable. 21% affirment avoir déjà franchi le cap d'un investissement et 53% peuvent s'imaginer le faire. A noter cependant qu'environ 10% des répondants pourraient entrevoir de placer plus de la moitié de leur épargne dans des produits de finance durable. En outre, plus le patrimoine disponible est important, plus l'intérêt pour un investissement durable croît.

*« Il est clair que les produits durables suscitent un intérêt croissant, mais il existe encore un manque d'information quant à leur impact et des idées fausses qui y sont associées, telles que l'écoblanchiment, le retour sur investissement ou un manque général de connaissances sur les enjeux ESG et leurs différentes applications, auxquelles il convient de remédier de toute urgence »,* commente Nicoletta Centofanti, Directeur général par intérim de LSFI.

## **Le rôle central du banquier**

De manière générale, les personnes interrogées font globalement confiance à leur banquier ou aux professionnels de la finance. Le banquier est à la fois considéré comme une source d'information de référence et de confiance (61%). Cependant, force est également de constater que seuls 24% des répondants ont déjà reçu une proposition d'investissement dans des produits durables.

*« Le fait que le sondage mette en avant le rôle central du banquier est à la fois une bonne nouvelle pour l'ABBL et ses membres, mais également un défi »,* commente Catherine Bourin, membre du Conseil d'administration de la Fondation ABBL pour l'Education Financière. *« Les attentes envers les conseillers bancaires sont en effet importantes et leur responsabilité est majeure dans le développement de la finance durable ».*

## **Des avancées en matière de réglementation financière qui viennent à point nommé**

« Le cadre réglementaire qui est en train d'être mis en place est très ambitieux et très complexe avec des échéances serrées, mais il reflète les impératifs d'urgence climatique », souligne Danièle Berna-Ost. Dans ce contexte, et en gardant en mémoire le rôle central du banquier identifié par le sondage, l'entrée en vigueur le 2 août 2022 de nouvelles exigences dans le cadre de la directive MIFID, a été le premier point de contact obligatoire entre le banquier et son client en matière de finance durable. En effet, les conseillers bancaires ont désormais l'obligation d'aborder avec chacun de leurs clients leurs attentes en matière d'impact environnemental, sociétal et de gouvernance de leurs investissements. Cette nouvelle donne devrait, en amenant de potentiels investisseurs à se confronter au sujet, donner un coup d'accélérateur au développement de la finance durable.

## **L'impérieuse nécessité de poursuivre les efforts pédagogiques entrepris**

« Il est clair qu'en tant qu'acteur du marché, nous-mêmes et nos membres avons encore beaucoup d'efforts pédagogiques à faire », constate Catherine Bourin, « ne serait-ce qu'en utilisant un vocabulaire moins technique, comme le réclament 74% des répondants, mais aussi pour montrer l'étendue et les potentialités du domaine de la finance durable ». « 87% des participants au sondage pensent que le grand public devrait être davantage informé pour mieux comprendre et appréhender le sujet de la durabilité dans le monde de la finance. Ce qui nous montre le chemin qu'il reste à parcourir », enchaîne Nicoletta Centofanti.

Chacun des trois partenaires poursuivra ainsi ses efforts en matière pédagogique. « Au niveau de la CSSF, nous continuerons d'accompagner l'industrie dans la mise en place d'un cadre réglementaire adapté au déploiement d'une finance durable. Du côté de la protection des investisseurs, nous allons renforcer la pédagogie sur les investissements durables vis-à-vis des épargnants, notamment par une information claire et accessible sur ce qu'on entend par finance durable. Il n'y a pas de protection des consommateurs sans éducation financière », souligne Danièle Berna-Ost.

La Fondation ABBL met à disposition du grand public des outils d'information et de sensibilisation tels que des vidéos pédagogiques et offre un atelier modulable de formation aux lycéens pour expliquer ce qu'est la finance durable. Qui plus est, elle lancera en 2023 un jeu digital d'éducation financière pour tous.

Au cours du mois à venir, LSFI se concentrera et intensifiera ses activités visant les investisseurs et les épargnants privés. Une section dédiée sur le site Internet de LSFI sera lancée afin de leur fournir des informations, des outils et des conseils pratiques pour investir de manière durable. De même, LSFI continuera à proposer des sessions pour sensibiliser et informer le grand public pour que la finance durable touche autant de ménages que possible afin que tous puissent contribuer aux défis auxquels notre société est confrontée.

## **Pour plus d'informations :**

- [ABBL - The Luxembourg Banker's Association](#)
- [www.letzfin.lu](http://www.letzfin.lu)
- <https://lsfi.lu/survey-sf-generalpublic/>

## **Contacts presse :**

- Fondation ABBL pour l'éducation financière : [thyriion@abbl.lu](mailto:thyriion@abbl.lu)
- CSSF : [presse@cssf.lu](mailto:presse@cssf.lu)
- LSFI : [maria.tapia@lsfi.lu](mailto:maria.tapia@lsfi.lu)

## **General public survey on sustainable finance: interest in the subject but need for better information.**

**Given the challenges surrounding the development of sustainable finance, the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), the Fondation ABBL pour l'éducation financière (ABBL Foundation) and the Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI) mandated ILRES to conduct a survey in order to better assess the perception and knowledge of Luxembourg households in this area. The main conclusions are: a favourable opinion with respect to the possible impact of the financial world but a lack of knowledge about this subject and hence the importance of educational action and the key role of the banker.**

### **Sustainable finance at a pivotal moment**

Sustainable finance refers to financial decisions that not only aim financial performance but also take into account the impact of investments on the environment, the social aspects and the sound business management (also known as governance aspects).

Under the "European Green Deal", the EU established a regulatory framework in order to develop and enhance the integration of environmental, social and governance (ESG) factors in the functioning of the financial markets and in the financing of the economy. The aim is to adopt measures to create a financial system capable of promoting and fostering a sustainable development in the economic, social and environmental areas, by contributing to the implementation of the Paris Agreement and of the 2030 Agenda for Sustainable Development of the United Nations. This transition towards a sustainable economy will require massive investments which cannot be supported solely by public funds; its financing by professional and private investors will be essential. The general public will therefore also have a role to play.

In this context, the CSSF, the ABBL Foundation and the LSFI wanted to know the level of knowledge and understanding of the general public, as well as their interest in sustainable finance in order to better assist them in this development. *"To invest in a sustainable finance product, the people interested must have confidence in this sector. This confidence cannot be decreed, but it is built by acquiring a good understanding and knowledge of the product in which we want to invest,"* Danièle Berna-Ost, General Secretary of the CSSF, explains.

The survey was conducted by ILRES from mid-April to mid-May 2022 using a representative sample of 1,011 people living in Luxembourg. One half of the interviews were carried out by phone and the other half online.

### **Favourable opinion about the possible impact of the financial sector**

First, the survey shone a spotlight on the fact that the majority of the interviewed people deemed that the financial sector can have a positive impact on the development of renewable energy, local communities or the environment and climate. Similarly, 74% of the interviewees said that the financial sector can play an important role in the transition of our economy towards more sustainability and 71% of them said that each individual can contribute towards a more sustainable world through his/her own financial decisions.

### **Sustainable finance? A subject not yet well known...**

In general, sustainable finance is a subject that the general public has trouble understanding: 47% of the interviewees admitted not to know or to face difficulties in knowing what it means.

About 43% of them associated sustainable finance with green finance, which indicates partial understanding. The other dimensions of ESG investments, namely the social and governance impact of businesses are however less known. Similarly, when we get down to the details of the sustainable finance products or the terminology, most of the interviewees admitted their lack of knowledge about the subjects discussed or gave an inaccurate definition.

### **Rather classic trigger factors**

We note that the factors triggering an investment are classic and relate to the risk/return factor. The participants said that profit (first) and the risk level (second) were defining factors when they decide to invest. The opinions are divided regarding the profit of sustainable investments compared to that of traditional investments. A slight majority considers that the latter are more profitable, which indicates the need for better information and awareness-raising on the subject.

### **A significant development potential**

27% of the interviewees have already proactively enquired about an investment in a sustainable product. 21% claimed to have already made an investment and 53% could imagine themselves making one. However, it is worth mentioning that about 10% of the interviewees could envisage investing over half of their savings in sustainable finance products. Moreover, the higher the amount of available assets is, the more the interest in sustainable finance increases.

*"It is clear that sustainable products spark increasing interest, but there is still a lack of information as to their impact and false ideas associated with them, such as greenwashing, the returns on investment or an overall lack of knowledge about the ESG issues and their different applications, all of which need to be urgently addressed,"* Nicoletta Centofanti, interim General Manager of the LSF, said.

### **The central role of the banker**

In general, the people interviewed overall trust their banker or financial professionals. The banker is considered both a source of reference information and of trust (61%). However, it must also be noted that only 24% of the interviewees have already received a proposal for an investment in sustainable products.

*"The fact that the survey highlights the central role of the banker is good news for the ABBL as well as for its members; but it is also a challenge,"* Catherine Bourin, member of the Board of Directors of the ABBL Foundation, said. *"The expectations vis-à-vis bank advisors are significant and they bear major responsibility with regard to the development of sustainable finance."*

### **Timely progress in the financial regulation**

*"The regulatory framework which is currently being implemented is very ambitious and complex with tight deadlines. However, it reflects the climate emergency imperatives,"* Danièle Berna-Ost points out. In this context and bearing in mind the banker's central role which emerged from the survey, the entry into force, on 2 August 2022, of new requirements under MiFID has been the first compulsory contact of the bankers and their clients with respect to sustainable finance. Bank advisors have now the obligation to discuss with each of their clients their expectations concerning the environmental, social and governance impact of their investments. This new obligation should accelerate the development of sustainable finance by confronting possible investors with the subject.

### **Pressing need to continue the educational efforts undertaken**

*"It is clear that as market participants, for us as well as our members a significant educational effort is still needed,"* Catherine Bourin notes, *"even if it is only by using a less technical vocabulary as requested by 74% of the interviewees and by showing also the extent and potential of the field of sustainable finance."* *"87% of the participants in the survey think that the general public should be more informed in order to better understand and grasp the subject of sustainability in the financial world. This shows us how long the road ahead still is,"* Nicoletta Centofanti continues.

Each of the three partners will therefore continue their efforts in terms of education. *“At the CSSF, we will carry on assisting the industry in the implementation of a regulatory framework adapted to the deployment of sustainable finance. With respect to investor protection, we will enhance the efforts to educate investors about sustainable investments notably by providing clear and accessible information on the meaning of sustainable finance. There is no consumer protection without financial education,”* Danièle Berna-Ost underlines.

The ABBL Foundation makes information and awareness-raising tools such as educational videos available to the general public and offers training modules in high schools to explain sustainable finance. Furthermore, it will launch, in 2023, a new digital game focussed on financial education for all.

Throughout the next months, the LSFI will be concentrating on and intensifying its activities aiming at investors and private savers. A dedicated section on the website of the LSFI will be launched to provide information, tools and practical advice to invest sustainably. The LSFI will also continue to offer courses to raise awareness and inform the general public so that sustainable finance reaches as many households as possible in order to give everyone the possibility to contribute to the challenges our society faces.

**For more information:**

- [ABBL - The Luxembourg Banker's Association](#)
- [www.letzfin.lu](http://www.letzfin.lu)
- <https://lsfi.lu/survey-sf-generalpublic/>

**Press contacts:**

- Fondation ABBL pour l'éducation financière : [thyrion@abbl.lu](mailto:thyrion@abbl.lu)
- CSSF : [presse@cssf.lu](mailto:presse@cssf.lu)
- LSFI : [maria.tapia@lsfi.lu](mailto:maria.tapia@lsfi.lu)

## **Umfrage zur nachhaltigen Finanzwirtschaft: Interesse für das Thema, aber Bedarf an mehr Informationen**

**Die angestrebte Wandlung hin zu einer nachhaltigen Finanzwirtschaft ist mit vielen Herausforderungen verbunden. Um zu verstehen, wie dieses Thema von der Bevölkerung Luxemburgs wahrgenommen wird und welche Kenntnisse bereits bestehen, haben die Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), die Fondation ABL pour l'Education Financière und die Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI), ILRES mit der Durchführung einer Umfrage beauftragt. Die Umfrage zeigt, dass die Finanzwelt nach Ansicht der Befragten einen positiven Einfluss auf eine nachhaltige Entwicklung haben kann, das Thema jedoch in der breiten Bevölkerung nicht vollumfänglich verstanden wird und somit ein Bedarf an Aufklärung besteht. In diesem Zusammenhang wären insbesondere pädagogische Maßnahmen zu ergreifen, wobei dem Bankberater eine Schlüsselrolle zukommt.**

### **Nachhaltige Finanzen an einem entscheidenden Zeitpunkt**

Nachhaltige Finanzen beziehen sich auf Finanzentscheidungen, bei denen nicht nur die finanzielle Rendite im Vordergrund steht, sondern auch Auswirkungen von Investitionen auf die Umwelt, soziale Aspekte und die verantwortungsvolle Unternehmensführung (sog. Governance) Berücksichtigung finden.

Im Rahmen des sogenannten „europäischen grünen Deals“ hat die EU einen rechtlichen Rahmen ausgearbeitet, um die Einbeziehung von Umwelt-, Sozial- und Governance-Faktoren (sog. ESG-Faktoren) in die Funktionsweise der Finanzmärkte und in die Finanzierung der Wirtschaft zu fördern und zu stärken. Es sollen Maßnahmen ergriffen werden, um den Wandel hin zu einem Finanzsystem zu schaffen, welches die wirtschaftlich, sozial und ökologisch nachhaltige Entwicklung fördert und vorantreibt, um somit zur Einhaltung des Pariser Klimaabkommens und der Agenda der Vereinten Nationen für nachhaltige Entwicklung bis 2030 beiträgt. Dieser Wandel wird massive Investitionen erfordern, die nicht allein von der öffentlichen Hand stammen können. Eine Finanzierung durch professionelle und private Anleger wird zwingend erforderlich sein, so dass der breiten Öffentlichkeit ebenfalls eine wichtige Rolle zukommen wird.

Dies hat die CSSF, die ABL-Stiftung und die LSFI veranlasst, eine Umfrage zu starten, um den Wissensstand und das Verständnis der breiten Öffentlichkeit sowie ihr Interesse an nachhaltigen Finanzprodukten zu ermitteln, um die Menschen im Rahmen dieser Entwicklung bestmöglich begleiten zu können.

"Um in ein nachhaltiges Finanzprodukt zu investieren, müssen die Interessenten Vertrauen in diesen Sektor haben. Dieses Vertrauen kann nicht verordnet, sondern muss durch Aneignung eines guten Verständnisses und einer guten Kenntnis des Produkts, in das man investieren möchte, aufgebaut werden", erklärt Danièle Berna-Ost, Generalsekretärin der CSSF.

Die repräsentative Umfrage wurde von Mitte April bis Mitte Mai 2022 bei 1011 in Luxemburg ansässigen Personen von ILRES durchgeführt. Die Befragung fand je zur Hälfte über Telefon und online statt.

### **Positive Meinung über den potenziellen Einfluss des Finanzsektors**

Die Umfrage ergab, dass die Mehrheit der Befragten der Auffassung ist, dass der Finanzsektor einen positiven Einfluss auf die Entwicklung erneuerbarer Energien, die örtlichen Gemeinschaften oder die Umwelt und das Klima haben kann. Ebenso antworten 74% der Befragten, dass der Finanzsektor eine wichtige Rolle beim Wandel hin zu einer nachhaltigen Wirtschaft spielen kann. 71% der Befragten sind der Auffassung, dass Einzelpersonen durch ihre finanziellen Entscheidungen zu einer nachhaltigeren Welt beitragen können.

### **Nachhaltige Finanzen? Ein wenig bekanntes Thema...**

Die Umfrage zeigt, dass nachhaltige Finanzen ein, für die breite Öffentlichkeit nur schwer verständliches Thema darstellt: 47% der Befragten geben an, nicht oder kaum zu wissen, um was es sich dabei eigentlich handelt.

Etwa 43% der Befragten verbinden nachhaltige Finanzen mit grünen Finanzen, was nur teilweise richtig ist. So sind die anderen Aspekte von ESG Anlagen, d.h. der gesellschaftliche Einfluss und der Einfluss auf eine verantwortungsvolle Unternehmensführung, kaum bekannt. Weiterhin gaben die meisten Befragten an, sich mit diesen Themen nicht auszukennen oder definierten Begriffe falsch, als sie gefragt wurden, auf bestimmte nachhaltige Finanzprodukte oder Begriffe näher einzugehen.

### **Eher klassische Auslösefaktoren bei Investitionsentscheidungen**

Es kann festgestellt werden, dass die Auslöser für eine Anlageentscheidung eher klassisch sind und sich auf das Verhältnis zwischen Rendite und Risiko beziehen. Die Befragten geben an, dass die Rentabilität (in erster Linie) und das Risikoniveau (in zweiter Linie) die entscheidenden Faktoren für ihre Investitionsentscheidung sind. Die Meinungen über die Rentabilität nachhaltiger Investitionen im Vergleich zu herkömmlichen Anlagen sind geteilt. Eine leichte Mehrheit vertritt die Auffassung, dass herkömmliche Anlagen rentabler sind, was darauf hindeutet, dass hier noch Informations- und Sensibilisierungsbedarf besteht.

### **Ein großes Entwicklungspotenzial**

27% der Befragten haben sich bereits aktiv über eine Anlage in ein nachhaltiges Produkt erkundigt. 21% geben an, bereits in nachhaltige Finanzprodukte investiert zu haben und 53% können sich vorstellen, dies in Zukunft zu tun. Etwa 10% der Befragten können sich vorstellen, über die Hälfte ihrer Ersparnisse in nachhaltige Finanzprodukte anzulegen. Dabei gilt, dass das Interesse an nachhaltigen Anlagen umso größer ist, desto vermögender die betreffende Person ist.

*„Es ist klar, dass das Interesse an nachhaltigen Produkten wächst, aber es bestehen immer noch ein Mangel an Informationen über ihren Einfluss und teilweise falsche Vorstellungen wie z.B. zum Greenwashing, zur Rendite oder Wissenslücken zu allgemeinen ESG-Fragen und der unterschiedlichen Anwendungsbereiche, welche dringend behoben werden müssen“*, kommentiert Nicoletta Centofanti, Interimgeneraldirektorin der LSFI.

### **Die zentrale Rolle des Bankiers**

Im Allgemeinen vertrauen die Befragten ihrem Bankier oder den Finanzexperten. Der Bankier wird sowohl als Referenz- als auch als vertrauenswürdige Informationsquelle angesehen (61%). Allerdings muss auch festgestellt werden, dass nur 24% der Befragten bereits ein Angebot für eine Anlage in nachhaltige Produkte erhalten haben.

*„Die Tatsache, dass die Umfrage die zentrale Rolle des Bankiers hervorhebt, ist sowohl eine gute Nachricht für die ABBL und ihre Mitglieder als auch eine Herausforderung“*, kommentierte Catherine Bourin, Vorstandsmitglied der Fondation pour l'Education Financière der ABBL. *„Die Erwartungen an die Bankberater sind, in der Tat, hoch und ihre Verantwortung für die Entwicklung nachhaltiger Finanzen ist groß.“*

### **Fortschritte bei der Finanzregulierung kommen zur rechten Zeit**

*„Der rechtliche Rahmen, der derzeit in einem straffen Zeitplan geschaffen wird, ist sehr ehrgeizig und sehr komplex, spiegelt aber die Dringlichkeit des Klimaschutzes wider“* betont Danièle Berna-Ost. In Anbetracht der Tatsache, dass die Umfrage die zentrale Rolle des Bankiers hervorhebt, war das Inkrafttreten neuer Anforderungen im Rahmen der MIFID Richtlinie am 2. August 2022 ein entscheidender Schritt. Somit wurde der Bankier zur ersten Kontaktperson seiner Kunden im Bereich der nachhaltigen Finanzen. Die Bankberater sind jetzt verpflichtet, die Erwartungen eines jeden Kunden in Bezug auf die Auswirkungen ihrer Anlagen im Bereich der Umwelt, Gesellschaft und Unternehmensführung anzusprechen. Diese neue Situation dürfte die Entwicklung der nachhaltigen Finanzwirtschaft beschleunigen, indem potenzielle Investoren dazu gebracht werden, sich mit dem Thema auseinanderzusetzen.

### **Die zwingende Notwendigkeit die Bemühungen im Bereich der Wissensvermittlung fortzusetzen**

*„Es ist klar, dass wir und unsere Mitglieder in unserer Rolle als Marktteilnehmer noch viele pädagogische Anstrengungen unternehmen müssen“*, stellt Catherine Bourin fest, *„sei es durch die Verwendung weniger technischer Begriffe wie es 74% der Befragten fordern, oder durch das Aufzeigen der Tragweite und des Potenzials nachhaltiger Finanzen“*. *„87% der Teilnehmer meinen, dass die breite Öffentlichkeit ausführlicher informiert werden sollte, um die Nachhaltigkeit im Bereich der Finanzen besser zu verstehen und zu begreifen. Das zeigt uns, was noch getan werden muss“*, so Nicoletta Centofanti.



Jeder der drei Partner wird seine Bemühungen im Bereich der Wissensvermittlung fortsetzen. „Auf Ebene der CSSF werden wir die Branche weiterhin bei der Umsetzung eines angemessenen Rechtsrahmens für die Entwicklung nachhaltiger Finanzen begleiten. Auf Seiten des Anlegerschutzes werden wir die Vermittlung von Kenntnissen über nachhaltige Anlagen gegenüber des Sparerers verstärken, insbesondere durch klare und verständliche Informationen darüber, was unter nachhaltiger Finanzwirtschaft zu verstehen ist. Ohne Finanzbildung gibt es keinen Verbraucherschutz“, betont Danièle Berna-Ost.

Die ABBL-Stiftung stellt der Allgemeinheit Informations- und Sensibilisierungswerkzeuge wie Lehrvideos zur Verfügung und bietet einen anpassungsfähigen Workshop für Gymnasiasten an, im Rahmen dessen gelernt wird, was nachhaltige Finanzen sind. Darüber hinaus wird 2023 ein digitales Spiel zur Finanzbildung für alle veröffentlicht.

In den kommenden Monaten wird sich die LSFI auf ihre Aktivitäten konzentrieren, die sich an Privatanleger und Sparer richten, und diese intensivieren. Auf der LSFI-Website wird ein eigener Bereich eingerichtet werden, in dem Informationen, Werkzeuge und praktische Tipps zum Thema nachhaltiges Investieren zur Verfügung gestellt werden. Die LSFI bietet darüber hinaus weiterhin Veranstaltungen an, um die breite Öffentlichkeit zu sensibilisieren und zu informieren, damit das Thema nachhaltige Finanzen möglichst viele Menschen erreicht und somit jeder seinen Beitrag zur Bewältigung der Herausforderungen leisten kann, vor denen unsere Gesellschaft steht.

#### **Mehr Informationen unter**

- [ABBL - The Luxembourg Banker's Association](#)
- [www.letzfin.lu](http://www.letzfin.lu)
- <https://lsfi.lu/survey-sf-generalpublic/>

#### **Pressekontakte:**

- Fondation ABBL pour l'éducation financière : [thyrion@abbl.lu](mailto:thyrion@abbl.lu)
- CSSF : [presse@cssf.lu](mailto:presse@cssf.lu)
- LSFI : [maria.tapia@lsfi.lu](mailto:maria.tapia@lsfi.lu)